



Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération
Département du pilotage de la mobilité
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955

Note de mobilité
SG/SRH/SDCAR/2021-705
22/09/2021

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 9

Objet : Appel à candidatures : 8 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de gestionnaire de programmes opérationnels

Date limite de candidature : 07/10/2021

- 1 poste de chef.fe de l'unité pêche et aquaculture

Date limite de candidature : 14/10/2021

- 1 poste de contrôleur pluri-filières

Date limite de candidature : 14/10/2021

- 1 poste de gestionnaire de paye

Date limite de candidature : 15/10/2021

Institut national de l'origine et de la qualité :

- 1 poste chargé.é de mission Europe/ Elevage

Date limite de candidature : 23/10/2021

Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale :

- 1 poste de responsable la supervision du projet « BESST »

Date limite de candidature : 23/10/2021

Agence de Services et de paiement :

- 1 poste de chargé d'action

Date limite de candidature : 22/10/2021

Institut Français du Cheval et de l'Equitation :

- 1 poste de Responsable de l'Observatoire des métiers, de l'emploi et des formations de la filière équine

Date limite de candidature : 15/10/2021

Office français de la biodiversité :

- 1 poste de chargé de communication

Date limite de candidature : 20/10/2021

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire des programmes opérationnels

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /
Unité Programmes opérationnels

N° appel à candidature : 20256

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP :
Groupe 2 si corps des TSMA
Groupe 2 si corps des SA

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste susceptible d'être vacant

Localisation :

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,

- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le secteur des fruits et légumes, la direction des interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune. Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels », qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne. L'agent chargé d'accorder les aides aux OP réalise toutes les étapes d'instruction, de l'agrément du programme opérationnel consistant à valider préalablement les actions et les dépenses prévisionnelles du programme, jusqu'à la vérification des actions et dépenses effectivement réalisées qui permettront d'arrêter l'aide européenne à accorder à l'OP.

Missions et activités principales :

L'agent est affecté dans un pôle de 4 à 5 agents et devra traiter un portefeuille d'organisations de producteurs (OP). Il devra notamment pour les OP de son portefeuille :

- Agréer le programme opérationnel et ses modifications ;
- Instruire les demandes de paiement, liquider et ordonnancer les aides financières (avances, acomptes et solde)
- Rédiger des notes et des courriers à destination de l'agence comptable ou des organisations de producteurs
- Entretenir des relations directes avec les OP pour la constitution de leur dossier et le suivi de ceux-ci. L'agent est l'interlocuteur privilégié des OP de son portefeuille.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres pôles de l'unité programmes opérationnels, agence comptable, service des contrôles
- Organisations de producteurs et entreprises du secteur des fruits et légumes

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des outils bureautiques classiques
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédure
- Reporting à la hiérarchie

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat

Expérience dans fonction similaire souhaitée

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non x

Poste à caractère sensible² : Oui Non x

Poste à privilèges³ : Oui Non x

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion

☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Catherine MICHEL, chef de l'unité programmes opérationnels

☎ : 01 73 30 22 05 ✉ : catherine.michel@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/10/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
 En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
 Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

Chef.fe de l'unité Pêche et aquaculture

Direction Marchés, études et prospective / Service Analyse économique des filières / Unité Pêche et aquaculture

N° appel à candidature : 20257	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant – Prise de fonction au 01/11/2021	Localisation : Montreuil (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
 Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Au sein de la direction Marchés, études et prospective, le service Analyse économique des filières est chargé de l'information des partenaires de l'établissement, professionnels et publics, sur les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles.

L'unité Pêche et aquaculture se concentre sur 4 missions principales :

- le suivi économique des marchés et de la filière pêche et aquaculture (conjuncture et études).
- le traitement (réception, saisie, validation et contrôle) des déclarations papier des captures des pêcheurs professionnels maritimes (logbooks) ;
- le traitement (contrôle, traitement des anomalies après analyse) des déclarations de ventes de produits de la pêche (halles à marée et vente directe) ;
- l'animation et le pilotage du guichet unique, une cellule d'assistance aux utilisateurs des données de captures et de ventes ;

L'unité Pêche et aquaculture est composée d'une quinzaine d'agents, dont une dizaine au sein du pôle Logbook animé par un chef de pôle. Les autres agents sont directement rattachés au chef d'unité.

Objectifs du poste

Assurer la collecte de données et le suivi économique des filières pêche et de l'aquaculture pour remplir la mission d'information sur les productions et les marchés dévolue à l'Établissement au service des professionnels et des pouvoirs publics

Missions et activités principales :

- Encadrement des 16 agents de l'unité, en lien avec le chef du pôle logbook ;
- Organiser le travail régulier d'acquisition de données (captures et ventes) en lien avec le chef du pôle Logbook de l'unité pour ce qui concernent les captures ;
- Veiller à l'évolution informatique des outils de collectes de données (VISIOMer / VISIOCaptures) pour assurer la régularité règlementaire et fonctionnelle ;
- Organiser le suivi de conjoncture en lien avec le Délégué filière ;
- Élaborer le programme d'études en liaison avec le Délégué filière et les professionnels, organiser et suivre son exécution technique et budgétaire ;
- Veiller au respect des procédures relatives aux objets précédents ;
- Organiser la contribution de l'Unité à la tenue des Conseils Spécialisés et groupes transversaux ;
- Veiller à la participation de l'unité aux travaux de l'Observatoire de la Formation des Prix et des Marges ;
- Valoriser les études commandées et travaux de l'Unité sous toutes formes orales et écrites et en tous cadres et instances (formations, conférences, présentations, articles, publications, etc.) ;
- Gérer les demandes de subventions FEAMP concernant la collecte de données.

Relations fonctionnelles du poste :

Interne à FranceAgriMer : toutes Directions et Services.

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation / DPMA, Délégations de la mer et du littoral, Régions Europe et International : Commission européenne, EUMOFA, FAO-Globefish, autres.

Professionnels : organisations professionnelles et interprofessionnelles (Halles à marée, CNPMM, OP, France Filière Pêche, etc.)

Etablissements d'enseignement supérieur ou de recherche : AgroParisTech, IFREMER, etc.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance du contexte professionnel, de l'organisation des filières et des pouvoirs publics sur les filières agricole et/ou de la pêche
- Bonnes connaissances en économie générale, commerce international et économie des matières premières agricoles
- Connaissance des réglementations communautaires et nationales
- Connaissance des organisations professionnelles et interprofessionnelles concernées

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtriser les techniques de management
- Maîtriser les techniques de conduite de réunion, d'animation d'équipe et de projets
- Maîtriser les techniques de rédaction, de présentation orales et écrites, d'animation et de communication
- Maîtriser le pilotage métier des projets informatiques
- Maîtriser les outils bureautiques et statistiques, notamment les logiciels de traitement de données et de bases de données
- Maîtriser les procédures internes de programmation, budgétaires, de diffusion

Diplôme – Expérience professionnelle

Diplôme de l'enseignement supérieur Bac + 5 ou équivalent

Minimum bac+3 validé

Poste clé¹ :	Oui	Non <input type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non <input type="checkbox"/>
Poste à privilèges³ :	Oui	Non <input type="checkbox"/>

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Personnes à contacter

Pierre CLAQUIN, Directeur Marchés, études et prospective
pierre.claquin@franceagrimer.fr Tél : 01.73.30.21.40

Cécile GUILLOT, Adjointe au Chef du service Analyse économique des filières
cecile.guillot@franceagrimer.fr Tél : 01.73.30.21.76

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 14/10/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Contrôleur pluri-filières

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la région Grand Est
Service Régional de l'Economie Agricole et de l'Agroalimentaire / Pôle FranceAgriMer
4 Rue Dom Pierre Pérignon - 51000 CHÂLONS EN CHAMPAGNE

N° appel à candidature : 20260

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : 2

Cotation Groupe RIFSEEP :

2 si corps des techniciens supérieurs ou des secrétaires administratifs

Filière d'emploi : 3 – Contrôle

Poste susceptible d'être vacant

Localisation : Châlons en Champagne (51000)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Le Service Régional d'Economie Agricole et d'Agroalimentaire (SREAA) assure une fonction de pilotage, d'animation et d'appui à la mise en œuvre au niveau régional des politiques publiques agricoles et agroalimentaires européennes et nationales. Composé d'une cinquantaine d'agents répartis sur 3 sites, le service s'organise en 4 pôles par domaine de compétences :

- pôle « performance environnementale et valorisation des territoires » (Châlons-en-Champagne) ;
- pôle « FranceAgriMer » (Châlons-en-Champagne avec des unités à Metz et Strasbourg) ;
- pôle « compétitivité des entreprises » (Metz) ;
- pôle « suivi des programmations » (Strasbourg) ;

Seul pôle du SREAA réparti sur les 3 sites de la DRAAF, le pôle FranceAgriMer se compose d'environ 25 agents issus de FranceAgrimer et du Ministère en charge de l'agriculture.

Fort de cette double origine et de cette richesse de compétences, le pôle regroupe l'ensemble des missions de suivi, d'animation et de mise en œuvre des dispositifs de soutien aux filières. Compétent à la fois sur le secteur agricole et agroalimentaire, il privilégie une approche transversale des filières, de l'amont à l'aval.

Pour assurer la proximité avec les partenaires professionnels et les porteurs de projets, le pôle s'articule autour de 4 unités spécialisées :

- unité « grandes cultures » à Châlons en champagne ;
- unité « investissement vitivinicole » ; à Châlons en champagne et à Strasbourg ;
- unité « productions viticoles et certification houblon » à Strasbourg ;
- unité « contrôle » à Châlons, Metz et Strasbourg.

Objectifs du poste

Sous l'autorité hiérarchique du responsable des contrôles, le contrôleur pluri-filières assure les contrôles en entreprises et/ou exploitations conformément aux réglementations nationales ou communautaires.

Missions et activités principales :

Les missions du contrôleur de l'unité sont notamment :

- préparer (phase administrative), réaliser les contrôles sur place et rédiger les rapports de contrôle,
- mettre à jour le logiciel suivi des contrôles,
- contribuer à la supervision de dossiers de contrôle,
- en cas de besoin, participer à la gestion administrative de dossiers d'aides.

Les contrôles sont réalisés dans l'ensemble des filières agricoles du Grand-Est (aides aux investissements vitivinicoles, filière céréale, filière élevage et autres filières).

Les missions sont susceptibles d'évoluer selon les besoins du service ou de l'établissement ou de l'établissement.

Des déplacements réguliers liés aux contrôles sur place sont à prévoir sur l'ensemble de la région Grand-Est et des appuis très ponctuels à d'autres régions, pouvant impliquer des découchés.

Relations fonctionnelles du poste :

- Interne : agents de la DRAAF, agents du siège de FranceAgriMer.
- Externe : entreprises et bénéficiaires des différents dispositifs, autres services administratifs, organismes professionnels agricoles, corps de contrôle externe

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des politiques agricoles et des filières agricoles ;
- Connaissances techniques et agronomiques en productions animales et végétales ;

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, adaptabilité et réactivité ;
- Sens de l'organisation, capacité d'analyse et de synthèse ;
- Maîtrise des procédures et des applicatifs métiers et des outils de contrôle ;

<ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des réglementations communautaires et nationales applicables ; • Maîtrise des principes de comptabilité générale (entreprises et exploitations) et de la comptabilité matières ; • Connaissance du contexte organisme payeur. 	<ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des outils bureautiques ; • Rigueur et méthode ; • Capacité à rechercher l'information et la documentation pertinente, à la partager et la transmettre ; • Capacités rédactionnelles ; • Aptitude au travail en équipe et à rendre compte.
Diplôme – Expérience professionnelle	
Pour les candidats contractuels minimum baccalauréat validé et expérience professionnelle valorisable pour le poste demandé.	
Contraintes du poste :	
Des déplacements réguliers liés aux contrôles sur place sont à prévoir sur l'ensemble de la région Grand-Est et des appuis très ponctuels à d'autres régions, pouvant impliquer des découchés.	
Poste clé¹ :	Oui Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Poste à privilèges³ :	Oui Non <input checked="" type="checkbox"/>
Personnes à contacter	
Fabrice GUICHON, chef du service Régionale d'Economie Agricole et Agroalimentaire tél : 03 26 66 20 11 fabrice.guichon@agriculture.gouv.fr	
Vincent GUEUTIER – Chef du pôle FranceAgriMer Tél : 03.26.66.20.43 vincent.gueutier@franceagrimer.fr	
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35	
Conditions de travail :	
<i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale</i>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 14/10/2021	
Le dossier de candidature doit comporter : <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire paye

Service ressources humaines / Pôle rémunérations

N° appel à candidature : 20261	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des SA
Filière d'emploi : 18 - Ressources humaines	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

FranceAgriMer compte environ 1.000 agents, dont 1/3 basés dans les services territoriaux, en DRAAF.

Le service des ressources humaines est un service du Secrétariat général, organisé en 5 pôles et compte une trentaine d'agents.

Le pôle rémunérations assure l'ensemble des opérations liées à la paie des agents et aux campagnes de primes annuelles. Il veille à la mise à jour du référentiel de paie des agents fonctionnaires et du statut unifié pour FranceAgriMer, l'INAO et l'ODEADOM.

Objectifs du poste

Placé(e) sous l'autorité de la responsable du pôle rémunération et de son adjoint, le/la gestionnaire rémunération assure l'ensemble des tâches de la paie des agents de FranceAgriMer.

Missions et activités principales :

Le/la gestionnaire paie réunit, analyse et traite les données et éléments qui sont liés à chaque agent dans un établissement public. Interlocuteur privilégié de son portefeuille de directions, il/elle apporte appui et conseil aux agents et à son encadrement, les missions confiées sont :

- Instruction et liquidation de la paie (portefeuille agents) en relation avec l'Agence Comptable, y compris la déclaration des cotisations (notamment la déclaration sociale nominative)
- Instruction des dossiers chômage ARE (Aides au Retour à l'Emploi) et paiement des indemnités,
- Gestion et/ou paiement des autres rémunérations ou accessoires aux rémunérations (rentes accident du travail, pensions d'invalidité, indemnités journalières, GIPA, remboursement du transport, etc...),
- Etablissement des attestations de salaires,
- Etudes de dossiers spécifiques en rapport avec les rémunérations,

En outre, l'agent pourra participer aux travaux d'évolution de l'exécution de la paie (paye à façon...), du SIRH paie, de modernisation et d'amélioration de l'efficacité de la paie.

De manière générale, le/la gestionnaire paie participe à l'activité du SRH en assurant une polyvalence, le cas échéant, dans le but de garantir une continuité de service.

Relations fonctionnelles du poste :

Au sein du SRH avec l'ensemble des pôles, plus particulièrement le pôle Carrières
Avec l'ensemble des services de FranceAgriMer, notamment l'agence comptable

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance pratique de la gestion de la paie
- Connaissance des statuts de la fonction publique et statuts particuliers
- La connaissance du logiciel GAPAIE serait un plus (une formation peut être dispensée)
- Connaissance du logiciel VIRTUALIA (une formation peut être dispensée)

Savoir-faire / Maîtrise

- Rigueur et sens de l'organisation
- Curiosité en matière d'actualisation de la réglementation
- Sens du travail en équipe et capacités relationnelles prononcées
- Capacité à bien expliquer aux agents une réglementation complexe
- Dynamisme et esprit d'initiative
- Discrétion professionnelle.

Diplôme – Expérience professionnelle

BAC à BAC + 2 pour les agents contractuels
Idéalement une expérience significative dans la fonction publique

Contraintes du poste :

Respect du calendrier de paie

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Elisabeth GUEUSQUIN, responsable du Pôle Rémunérations
elisabeth.gueusquin@franceagrimer.fr

Tél : 01.73.30.25.96

Stéphane PULRULCZYK, adjoint à la responsable du Pôle Rémunérations
stephane.pulrulczyk@franceagrimer.fr

Tél : 01.73.30.22.78

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr

Tél : 01.73.30.22.35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE 15 octobre 2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)

12, rue Henri Rol-Tanguy

TSA 30003

93555 Montreuil

Pôle Agriculture Biologique

Chargé(e) de mission Europe / Elevage

N° du poste :	
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)	
Cotation parcours professionnel	Cotation part fonction PFR :
postes catégorie A : 1	Groupes RIFSEEP : 4
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française des produits sous Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO). Ses missions principales sont la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
Objectifs du poste	Sous l'autorité du responsable de pôle, le/la chargé(e) de mission assurera l'expertise du pôle sur les sujets ayant trait à l'élevage d'animaux terrestres et développera son champ d'action et notamment les relations avec l'agence bio. Il/Elle et animera la commission référente du Comité national de l'agriculture biologique (CNAB). Il/elle apportera son appui aux animateurs des autres commissions du comité. Il/Elle pourra participer en tant qu'expert auprès du MAA, aux réunions relatives à l'agriculture biologique organisées par la Commission européenne.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Sous l'autorité du responsable de pôle l'agent : <ul style="list-style-type: none"> - apporte un appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de la réglementation relative à l'agriculture biologique, notamment sur les sujets relatifs à l'élevage des animaux terrestres ; il anime les travaux des commissions du CNAB dédiées, et pilote la mise en œuvre de l'instruction des dérogations individuelles sur les questions d'élevage ; - assure la veille et l'expertise technique et réglementaire de l'agriculture biologique, notamment au niveau européen (des déplacements auprès de la Commission Européenne sont à prévoir pour le comité de la réglementation Bio et des groupes d'expert) ; - apporte son appui aux animateurs des autres commissions du CNAB et participe à la coordination de groupe qu'ils constituent, notamment sur les sujets examinés au niveau européen, (contrôles / export) ainsi qu'avec le service contrôles de l'INAO ; - développe les relations avec l'Agence bio et participe aux réunions organisées par cette dernière, notamment sur les questions d'élevage, ou sur les questions liées à la détection de substances non autorisées ; - prépare, avec le responsable de pôle et les animateurs des commissions du CNAB, les travaux du comité national et du suivi des décisions de ce dernier.

Champ relationnel du poste	Administrations (nationales et commissions européennes), services nationaux et territoriaux de l'INAO, organisations professionnelles, professionnels membres du comité national de l'agriculture biologique.	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances de l'environnement institutionnel et professionnel, et notamment du fonctionnement des institutions européennes. - Une connaissance de la réglementation relative aux domaines de l'agriculture biologique et de l'élevage seraient appréciée. <p><i>Un parcours adapté de formation « prise de poste » est proposé à l'agent à son arrivée.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Capacités d'analyse et d'expertise technique, - Sens de la communication et du contact - Travail en équipe - Aisance rédactionnelle - Expression orale - Autonomie et force de proposition - Pilotage de projets - Capacités d'adaptation
Personnes à contacter	<p>Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressés à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01 73 30 38 09 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Monsieur Olivier CATROU – Responsable du pôle agriculture biologique Tel. : 01 73 30 38 62 - Courriel : o.catrou@inao.gouv.fr</p>	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE)
Responsable de la supervision du projet « BESST » et de projets régionaux -
Siège de l'OIE à Paris

Catégorie: A +

Note de cheminement de carrière: 3

Prise en fonction : 4ème trimestre 2021

<p>MISSIONS DE LA STRUCTURE</p>	<p>L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Ses normes sont reconnues par l'Organisation mondiale du commerce. L'OIE, dont le siège est à Paris, compte 182 États membres et compte 13 représentations régionales ou sous-régionales sur tous les continents, dont les Représentations de Nairobi pour l'Afrique de l'Est et celle d'Abou Dhabi pour la Péninsule arabique, qui sont en charge de la mise en œuvre du projet « Better Enforcement of Standards for Safer Trade/ Meilleure mise en œuvre des standards pour un commerce plus sûr » (BESST) qui concerne les pays de la Corne de l'Afrique et ceux du Conseil de Coopération du Golfe (GCC) plus le Yemen.</p>	
<p>OBJECTIFS D'EMPLOI</p>	<p>Sous l'autorité de la Cheffe du Service des actions régionales, l'agent sera chargé de la supervision globale du projet BESST (Better Enforcement of Standards for Safer Trade), un projet pilote inter-régional entre la Corne de l'Afrique et la Péninsule arabique, deux zones pour lesquelles les enjeux en matière de développement de l'élevage et de commerce d'animaux ou produits animaux sont importants.</p> <p>Ce projet a fait l'objet d'une étude de faisabilité réalisée par l'ILRI (International Livestock Research Institute) qui a établi un budget prévisionnel de 48 M\$ sur 5 ans pour développer 13 catégories d'activités rattachées à 5 grands objectifs. Le projet entre dans une phase de déploiement et de mobilisation des ressources. Son ampleur nécessite une supervision depuis le siège en plus de l'implication des deux bureaux sous régionaux concernés.</p>	
<p>DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision générale du projet BESST en liaison avec les bureaux de Nairobi et d'Abou Dhabi ; • Coordination avec les autres entités du siège concernées (Services des Standards, du Renforcement des capacités, de Mobilisation des ressources...) • Relations avec les pays bénéficiaires, les partenaires et les bailleurs du projet ; • Consolidation et validation des bilans techniques et financiers; • Promotion du projet et communication sur ses résultats; • Préfiguration de projets similaires sur la base des enseignements tirés. 	
<p>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</p>	<p>L'assistant technique travaillera en relation constante avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les représentations sous-régionales de l'OIE de Nairobi et Abou Dhabi ; - les autres entités du siège concernées (services des Standards, du Renforcement des capacités, de la Mobilisation des ressources...); - les pays bénéficiaires, les partenaires et bailleurs du projet. 	
<p>COMPÉTENCES LIÉES À LA POSTE</p>	<p>Connaissances</p>	<p>Expertise</p>
	<ul style="list-style-type: none"> - Inspecteur de santé publique vétérinaire - Au moins 10 ans d'expérience en santé publique vétérinaire - Expérience internationale, en particulier dans la mise en œuvre de normes ou de programmes de santé animale. - Maîtrise parfaite de l'anglais (écrit et parlé). La connaissance d'une autre langue officielle de l'OIE et de l'arabe est un atout. - Maîtrise des outils informatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Capacité d'organisation, de pilotage et de supervision de projet - Bonnes qualités relationnelles et aptitude au travail dans un environnement interculturel - Capacités rédactionnelles et de synthèse.

PERSONNES À
CONTACTER

- Emmanuelle Soubeyran - Directrice générale adjointe de l'alimentation, CVO

01 49 55 81 77, emmanuelle.soubeyran@agriculture.gouv.fr

- Charles Martins-Ferreira – sous-directeur Europe, International, Gestion intégrée du risque (SDEIGIR)

01 49 55 81 20, charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr

- Pierre Primot – adjoint au sous-directeur (SDEIGIR)

01 49 55 45 26, pierre.primot@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Agence de services et de paiement
Direction des soutiens directs agricoles (DSDA)
Service de l'ordonnancement des aides du SIGC**

**Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil cedex**

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro – ligne 1 – station Saint-Mandé)

**CHARGE D'ACTION AU SEIN DU SERVICE DE L'ORDONNANCEMENT – AIDES COUPLEES ET
DECOUPLEES 1^{er} PILIER (H/F)**

<p>N° du poste : M10111</p> <p>Catégorie : B</p>	
<p>Cotation parcours professionnel postes catégorie B : sans objet</p>	<p>Groupe RIFSEEP : 1</p>
<p>Poste vacant / SREPES</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel</p>	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Au sein de l'Agence de services et de paiement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre des premier et second piliers de la PAC.</p> <p>L'activité de la direction recouvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception des modalités de déclaration et d'instruction des différentes aides ; - la définition des évolutions à apporter aux systèmes d'information de gestion des aides (télépac pour la télédéclaration des demandes d'aides et ISIS pour l'instruction des demandes) et le pilotage de la réalisation de ces évolutions ; - le pilotage de l'instruction des aides par les services déconcentrés de l'Etat (DDTM/DAAF) ; - liquidation et ordonnancement des aides. <p>Les activités du service ordonnancement s'organisent autour de deux axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Liquidation et ordonnancement des aides : financement, vérification du respect des plafonds et enveloppes, prévisions de trésorerie, vérification et validation du calcul des montants d'aides, élaboration de documents répondant aux obligations communautaires ; - Information et assistance auprès des services déconcentrés du Ministère de l'agriculture (DDT(M) / DAAF) et des directions régionales de l'ASP (DR-ASP)
<p>Objectifs du poste</p>	<p>Au sein du service de l'ordonnancement des aides, assurer les contrôles préalables à l'ordonnancement des aides surfaces du 1^{er} pilier, planifier les opérations de liquidation/ordonnancement et suivre la réalisation.</p>
<p>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</p>	<p>- Contrôler la valorisation des données (liquidation), réaliser les contrôles adéquats avant transmission aux services comptables pour la mise en paiement (ordonnancement)</p> <p>Pour ce faire l'agent doit pour les dossiers de la campagne en cours et des campagnes antérieures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérifier le bon déroulement des traitements ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser les contrôles de valorisation (vérification des calculs de montants d'aide mis en œuvre dans les applications informatiques) ; - Contrôler les données en sortie de liquidation (vérification des montants à payer) ; - Informer sa hiérarchie de l'avancée des travaux des difficultés éventuelles ; - Retirer ou valider les dossiers en vue de l'ordonnancement selon le planning établi dans le service ; - Se tenir informé des évolutions relatives aux aides gérées (circulaires, modes opératoires...) ; - Assurer le relationnel avec les partenaires liés aux aides dont il a la charge (les autres membres de l'équipe, les membres du service de l'instruction, les correspondants valorisations et liquidation de la DDO, le bureau visa et recouvrement de la comptabilité, les DDT(M) DAFF ainsi que les producteurs. - Etre en capacité de s'adapter rapidement aux exigences induites par la mise en paiement des aides aux dates demandées par les Tutelles. 	
Champ relationnel du poste	Autres services de l'ASP Service instruction de la direction, Direction des opérations, agence comptable, Directions régionales), services centraux et déconcentrés du Ministère de l'agriculture (DDT, DDTM et DAF), corps d'audit.	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître la réglementation et les instructions techniques relatives aux aides gérées, le calendrier général du déroulement d'une campagne d'aide, - Connaître les procédures et obligations du liées aux activités de liquidation et ordonnancement, - Maîtrise des outils bureautiques, 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation, rigueur et précision : - Capacité de travail en équipe et en réseau ; - Conscience des enjeux politiques et financiers des missions ; - Aptitude à alerter à bon escient sa hiérarchie, - Réactivité et engagement.
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Antoine ERHEL - Adjoint à la directrice de la DSDA – Tél : 01 73 02 19 18 (assistante) - courriel : antoine.erhel@asp-public.fr - - Monsieur Nicolas KRZESZOWSKI - Chef de service de l'ordonnancement - Tél : 01 73 02 18 10 - courriel : nicolas.krzeszowski@asp-public.fr – - Monsieur Germain CALU - Chargé de mission des affaires juridiques et RH – DSDA - Tél : 01 73 02 18 35 – courriel : germain.calu@asp-public.fr <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Madame Sandrine DUPUY, DRH/SEEC - conseillère recrutement, mobilité et formation - Tél : 05 55 12 00 33 - courriel : mobilite@asp-public.fr - 	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut Français du Cheval et de l'Équitation

**Pôle développement innovation et recherche – Département observatoires
Observatoire des métiers, de l'emploi et des formations de la filière équine (OMEFFE)**

Route de Troche 19230 Arnac Pompadour

(ou un autre site national Uzès, Le Pin, Saumur à confirmer)

Responsable de l'Observatoire des métiers, de l'emploi et des formations de la filière équine

N° du poste :	
Catégorie : A fonctionnaire ou contractuel de droit public	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1	Groupes RIFSEEP : G3 en A (IAE ou Attaché)
Poste susceptible d'être vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
Objectifs du poste	<p>L'OMEFFE produit et diffuse des données et mène des études sur l'adéquation entre les emplois et les compétences de la filière, en réponse aux besoins exprimés par les institutions et les professionnels de la filière. Travaillant étroitement avec équi-ressources, l'Omeffe agit sur l'ensemble du territoire national et concerne tous les secteurs de la filière cheval. II/Elle exerce plusieurs activités : collecte d'indicateurs chiffrés auprès de fournisseurs, gestion de bases de données, réalisation d'enquêtes thématiques prospectives, diffusion des résultats (publications, interventions, etc.).</p> <p>Le/La responsable de l'OMEFFE propose et pilote des études prospectives en gestion prévisionnelle des emplois et des formations de la filière équine pour éclairer les enjeux de demain et contribuer à l'élaboration des stratégies nationales. II/Elle fait l'animation fonctionnelle de l'équipe dédiée aux activités de l'OMEFFE. II/Elle contribue à la reconnaissance de l'OMEFFE comme l'observatoire de référence pour l'ensemble des acteurs de la filière et des partenaires publics et privés.</p>

<p>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</p>	<p>Activités principales</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concevoir et mener les études permettant de répondre aux besoins des entreprises et organismes de la filière, exprimés au sein du Conseil emploi-formation de l'Ifce et par les partenaires d'équi-ressources. - Développer les études prospectives, élaborer des scénarios cohérents et plausibles afin d'alimenter les débats et ainsi amorcer des processus de transition collectifs. - Manager l'équipe de l'observatoire pour atteindre les objectifs fixés. - Entretenir des relations de confiance avec les conseillers équi-ressources et leur apporter de la connaissance. - Animer des réseaux internes et externes (ministère de l'agriculture, de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, CPNE-EE, FFE, AFASEC, SHF, collectivités locales etc.) dans un objectif de productions partagées. - Renforcer les outils de capitalisation et d'exploitation des données en lien avec les fournisseurs et les prestataires. - Etablir et gérer une politique de valorisation et diffusion des données, d'études, de publications ou d'interventions orales sur l'emploi, les métiers et les formations. - Assurer une politique de communication des résultats dans la presse spécialisée et de façon plus générale en fonction de la demande. - Remonter les problématiques emploi-formation de la filière équine auprès d'autres partenaires en charge de travaux dans les mêmes champs d'activité (Idele, INRAE, Pôle de compétitivité Hippolia, Fédération nationale des conseils des chevaux, ...) 	
<p>Champ relationnel du poste</p>	<p>En interne</p> <ul style="list-style-type: none"> - Opérateurs de projets et développement - Assistants de projets et développement - Chargés de projets et développement - Autres ingénieurs de projets et développement - Directeur de projets et développement <p>En externe</p> <ul style="list-style-type: none"> - Clients et porteurs de projets externes ou partenaires en lien avec ses activités - Collectivités territoriales, services de l'Etat, organismes agricoles ou spécialisés (notamment les conseils des équidés, établissements d'enseignement agricole et chambres d'agriculture) <p>Conditions particulières de travail Déplacements professionnels sur le territoire national</p>	
	<p>Savoirs / Savoir-faire :</p>	<p>Savoir-être :</p>

Compétences liées au poste	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de la filière et de ses institutions (Expert) - Environnement institutionnel (Maîtrise) - Economie de la filière (Maîtrise) - Economie des entreprises (Maîtrise) - Utilisation de logiciels (Pratique) - Calcul/Statistique (Maîtrise) - Prévention des risques professionnels et sécurité des personnes et des biens (Initié) - Gestion de projet (Expert) - Expression écrite (Expert) - Expression orale (Expert) - Relation avec les partenaires de l'Ifce (Expert) 	<ul style="list-style-type: none"> - Etre autonome - Etre force de proposition et d'initiative - Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients - Avoir le sens de l'efficience
Conditions de recrutement	<p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application des articles 3 et 4 de la loi n°84-16).</p>	
Prérequis (diplôme ou expérience)	<p>BAC + 5 ET 2 ans d'expérience sur un poste similaire</p>	
Personnes à contacter	<p>Personne à contacter pour plus de renseignements</p> <p>Mme Pascale HEYDEMANN, responsable des Observatoires au sein du pôle développement innovation et recherche courriel : pascale.heydemann@ifce.fr - Tel : 05 55 97 10 09 – 06 30 10 12 92</p> <p>Composition du dossier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CV - Lettre de motivation - Les trois derniers compte-rendu d'entretien professionnel - Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative <p>Renseignement sur le dossier de mobilité / à renvoyer à</p> <p>Mme Loëtitia GERARD, Chargée de projet et développement RH – Tél : 05.55.73.83.08 Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr ou drh-info@ifce.fr</p> <p>Mme Elodie LISSART, Chargé de projet et développement RH – Tél : 05 55 98 59 35 Courriel : elodie.lissart@ifce.fr</p>	

Office français de la biodiversité

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Catégorie hiérarchique :	A
Intitulé du poste :	Chargé de communication (H/F)
Référence du poste :	PNMBA-CHARGECOMM-F
Affectation :	Direction générale adjointe Territoires et Outre-mer Direction régionale Nouvelle-Aquitaine Parc naturel marin du Bassin d'Arcachon
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité hiérarchique de la directrice déléguée du Parc naturel marin du Bassin d'Arcachon
Résidence administrative :	Le Teich (33)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir soit par : <ul style="list-style-type: none"> - un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; - en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle comprise entre 2 235 € et 3 041 € bruts mensuels)
Dépôt de candidature :	Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures par courriel à recrutement@ofb.gouv.fr , en rappelant obligatoirement le numéro de référence du poste et en joignant : <ul style="list-style-type: none"> - CV + LM ; - Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative ; - Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé.
Date limite de dépôt de candidature :	20 octobre 2021

DESCRIPTION DES FONCTIONS

Contexte :

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, délégations de façade maritime, parcs naturels marins, etc.).

Le Parc naturel marin du Bassin d'Arcachon (PNMBA) a été créé par décret ministériel le 5 juin 2014. C'est

l'un des deux parcs naturels marins de Nouvelle-Aquitaine, avec la particularité d'être le seul en France qui concerne une lagune semi-fermée. Il est piloté par un Conseil de gestion composé d'acteurs locaux, qui s'appuie sur une équipe d'agents et des moyens techniques et financiers alloués par l'OFB. Il fonctionne en réseau avec les sept autres Parcs naturels marins de la France hexagonale et d'Outre-mer.

Le Bassin d'Arcachon est très largement reconnu pour sa production conchylicole, sa pêche et les activités balnéaires et nautiques. Ces activités, qui reposent en grande partie sur le bon état écologique des écosystèmes, soutiennent l'économie locale mais génèrent aussi des pressions sur le milieu marin qui peuvent affecter les conditions de pratique, l'attractivité, voire la pérennité de ces activités ou le maintien des emplois. Les missions de protection du milieu marin et des patrimoines culturels, de connaissance, de sensibilisation, de surveillance et de développement durable des activités liées à la mer portées par le PNMBA sont donc indissociables pour garantir le bon fonctionnement des écosystèmes et assurer un cadre favorable à la pérennité des activités maritimes, qu'elles soient professionnelles ou de loisir.

Mission :

Proposer, contribuer à la révision, mettre en œuvre une stratégie de communication annuelle s'inscrivant dans les objectifs du Plan de gestion du Parc naturel marin et dans le cadre de la stratégie de communication de l'OFB.

Objectif :

- Sensibiliser le grand public aux enjeux et faire évoluer positivement les pratiques ;
- Augmenter la notoriété, l'identification et l'appropriation du Parc par les usagers et les acteurs locaux ;
- Valoriser les actions du PNMBA et faciliter l'acceptabilité de projets structurants pour le territoire ;
- Valoriser les contributions du PNMBA aux politiques publiques et au rayonnement de l'OFB à l'échelle de la direction régionale et de la façade maritime.

Il bénéficiera du pilotage fonctionnel de la Cheffe du service Communication grand public national et dans les territoires, et de l'appui technique et des ressources développées par la direction de la communication et du mécénat de l'OFB.

Activités principales :

Proposer la stratégie, le plan et le bilan de communication et de sensibilisation du grand public :

- Rédaction, révision et mise en œuvre de la stratégie de communication et de sensibilisation ;
- Déclinaison de la stratégie en plan annuel ;
- Programmation, animation et réalisation des actions de communication et de sensibilisation grand public du Parc naturel marin ;
- Appui aux agents pour définir et réaliser les actions de sensibilisation spécifique relatives à leurs projets et publics cibles ;
- Evaluation des actions menées et bilan annuel ;
- Contribution au tableau de bord du PNMBA sur les thématiques du poste.

Les champs d'intervention couvrent tous les domaines de la communication et de la sensibilisation à l'environnement, notamment :

- Edition : élaboration, rédaction et diffusion de plaquettes, newsletters, guides, panneaux, expositions, etc ;
- Communication digitale : mise à jour du site internet du Parc naturel marin, rédaction de contenus web, mise en place et alimentation d'une newsletter et de réseaux sociaux (facebook, Instagram) ;
- Événementiel : organisation de manifestations et des contenus des animations grand public (journées thématiques nationales ou internationales, journées du Parc naturel marin, participation aux fêtes maritimes...) ;
- Relations médias : rédaction de communiqués, organisation de points presse, accueil reportage ;
- Multimédia : constitution et suivi du fonds photos et vidéos, acquisitions.

Elaboration des cahiers des charges et procédures administratives relatives aux appels à projets, conventions et marchés publics.

Contribution à la communication régionale de la DRNA pour les thématiques du Parc naturel marin et plus

largement à la communication nationale de l'OFB et à la vie de la direction de la communication et du mécénat :

- Contribution à la communication territoriale de l'OFB (notamment proposition de sujets au comité éditorial) ;
- Participation au réseau des chargés de communication des parcs naturels marins (réunions, séminaire...) ;
- Capitalisation des méthodes et outils produits au bénéfice du réseau.

RELATIONS LIEES AU POSTE

Relations internes :

- Ensemble des agents du Parc naturel marin du Bassin d'Arcachon ;
- Direction et ensemble des agents de la Direction régionale Nouvelle-Aquitaine ;
- Ensemble des services de l'OFB, en particulier le réseau des PNM/Sanctuaire Agoa et la Direction des aires protégées ;
- Direction de la communication et du mécénat.

Relations externes :

- Les membres du Conseil de gestion, les services de l'Etat et les collectivités ;
- Partenaires institutionnels, professionnels, associatifs, scientifiques ;
- Acteurs locaux, référents thématiques et grand public ;
- Journalistes et médias ;
- Prestataires.

PROFIL RECHERCHE

- Expérience de 5 ans minimum dans la communication et/ou la sensibilisation sur un poste similaire ;
- Formation supérieure dans le domaine considéré ;
- Gout prononcé pour la protection de l'environnement et/ou la mer ;
- La connaissance du milieu marin et de ses acteurs serait un plus.

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES

Connaissances :

- Connaissance des outils et techniques de communication ;
- Connaissance des spécificités de la communication publique ;
- Connaissance des marchés publics.

Savoir-faire opérationnel :

- Savoir synthétiser ;
- Maîtriser la chaîne graphique (dont la suite Adobe), un CMS (Drupal) et des réseaux sociaux ;
- Encadrer de prestataires ;
- Piloter et animer de projets (du cahier des charges à l'évaluation) ;
- Savoir faire une prise de vue et des vidéos ;
- Gérer une communication de crise.

Savoir-être professionnel :

- Créativité et inventivité ;
- Qualités relationnelles et rédactionnelles ;
- Travail en équipe et en réseau, dans un environnement hiérarchique et fonctionnel ;
- Autonomie, force de proposition et adaptabilité ;
- Méthode, rigueur et organisation, sens de l'anticipation ;
- Réactivité et disponibilité ;
- Sens du dialogue et compréhension des enjeux des acteurs ;
- Engagement et bienveillance ;
- Disponibilité ;
- Sens du service public.